

Communiqué de presse - Montréal, le 5 avril 2004

Ce soir, 5 avril, à la réunion du Conseil d'arrondissement du Plateau Mont-Royal Des citoyennes et citoyens questionnent les élus municipaux sur l'impact des accords commerciaux sur les pouvoirs locaux et les services publics

Inquiets des implications sur les pouvoirs locaux et les services municipaux des grands accords internationaux comme l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), des citoyennes et des citoyens du Plateau Mont-Royal, s'adresseront ce soir aux élus du conseil d'arrondissement à ce sujet, à l'occasion de la période de questions de la réunion qui se tiendra au Resto-Plateau à 19 h (4450 rue St-Hubert).

L'AGCS est l'un des accords fondateurs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont le Canada est membre. Il vise la libéralisation et par voie de conséquence la privatisation par vagues successives des services publics en éliminant les entraves réglementaires et législatives entourant la protection de ces services. Cet accord concerne tous les services municipaux, à l'exception de la police : eau, déchets, bibliothèques, construction, urbanisme, transports publics, etc.

L'action est initiée par le groupe **ATTAC** de Montréal qui entreprend une campagne pour que le Conseil municipal de la Ville de Montréal la déclare *zone hors-AGCS*. C'est ce qu'ont fait de nombreux conseils municipaux dans le monde, en exigeant une exemption pour les pouvoirs locaux et un moratoire sur les négociations de l'AGCS (68 municipalités au Canada, 500 collectivités en France, les villes de Paris, Vienne, Montpellier, Vancouver, Ottawa, etc.). Ces résolutions adoptées par les élus font pression sur les gouvernements nationaux. Elles sont le fruit d'un mouvement citoyen qui s'est développé ces dernières années, bâtissant un front de résistance à l'application d'accords comme l'AGCS et la ZLÉA.

C'est au tour des citoyens du Plateau Mont-Royal de sensibiliser leurs élus locaux à ce sujet. Ce soir, ils leur demanderont s'ils ont l'intention de faire le point sur la question dans la perspective d'adopter, le cas échéant, une recommandation pour **faire de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal une zone hors-AGCS**.

De plus, **mercredi le 7 avril**, **ATTAC** présentera un mémoire dans le cadre de la consultation publique portant sur le projet de la **Charte montréalaise des droits et responsabilités**.

ATTAC, l'Association québécoise pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens est une association non-partisane présente dans 40 pays. ATTAC-Québec a été fondée en 2001. Mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, ATTAC s'applique à faire connaître les faits, enjeux et dangers qui accompagnent la mondialisation néolibérale.

- 30 -